

Vers un nouveau récit des campagnes.

Des tensions ne manquent pas d'exister entre le vieux terroir des agriculteurs-éleveurs de notre territoire limousin et les nouveaux venus, notamment sur le Plateau de Millevaches. Ces tensions portent sur les modes de vie, le rapport à la terre, à l'environnement et encore à l'utilisation ou non de pesticides.

Pour comprendre ces tensions il est nécessaire d'écouter **le premier récit des campagnes**. Dans les années 1950, un grand développement s'est fait dans les villes et les citadins ont vu leurs modes de vie profondément évoluer avec des situations de confort en amélioration constante grâce la croissance. Ce fut la grande époque des « trente glorieuses » des lendemains de la seconde guerre mondiale jusqu'au choc pétrolier de 1973. Dans le même temps, du fond des campagnes prenant du retard, montait le désir d'un meilleur sort en prenant part au développement. C'est l'avènement dans les maisons de l'eau sur l'évier, d'un sanitaire remplaçant des toilettes rudimentaires, la toilette du chat ou la baignoire pour la toilette ; c'est l'arrivée de chauffages plus aisés avec le fioul ; dans le champ ce fut l'irruption des tracteurs et diverses mécanisations pour les foins ou les récoltes. Petit à petit se faisait jour une demande croissante d'apport de viande et de céréales pour nourrir le monde. Les agriculteurs conscients de leur utilité exultaient. C'est alors que l'apport d'engrais venait à leur rescousse pour une meilleure productivité ainsi que la batterie de pesticides, herbicides, fongicides. Ils s'imposèrent aux exploitants comme une nécessité sans mesurer leur dangerosité pour eux et la santé des consommateurs. La PAC (Politique Agricole Commune) vint au secours des marchés fluctuant en instituant les « montants compensatoires » en vue de leur régulation. Hélas ces montants compensatoires furent très vite considérés en primes à la surface incitant les paysans à augmenter leur surface d'exploitation et à investir à tout va sous l'impulsion de techniciens agricoles et des banques. L'heure était à la rentabilité.

Aujourd'hui le monde agricole souffre. Il est étranglé par les redevances aux banques, la volatilité des cours au sein de la mondialisation, l'augmentation des intrants, les impératifs administratifs. L'avenir est incertain. C'est ainsi qu'apparaissent des tentatives de suicides et des passages à l'acte, tant certains exploitants n'en peuvent plus, las d'une administration tatillonne, tant le devenir de l'exploitation leur colle à la peau ; en effet, souvent l'exploitation c'est leur vie et leur vie c'est l'exploitation ! Arrive le jour où l'exploitation plongeant, c'est l'exploitant qui perd pied !

C'est ce récit que toute la société doit comprendre et entendre avec compassion et respect, et notamment ceux et celles qui s'approchent des territoires ruraux pour inventer un autre récit des campagnes avec un nouvel art d'y vivre.

Le langage alors change. Le nouvel arrivant ne parle plus d'entreprise agricole, d'exploitation, d'agriculteurs, d'éleveurs, il parle « d'agriculture paysanne », de « paysans », c'est-à-dire ceux qui habitent un pays et y travaillent la terre avec la conscience d'habiter en ruralité. La quête pour eux est alors de dissocier vie personnelle et vie professionnelle. Elle est celle de renoncer à de grandes surfaces. Elle est celle de valoriser les productions, de produire sans pesticides, d'inscrire le marché dans des relations les plus courtes possibles, dans des circuits courts, de veiller à l'utilisation de l'eau, ce bien précieux, en des productions moins exigeantes en eau.

La perspective qui convient n'est pas d'adopter une posture méprisante une histoire qui façonné des générations mais celle d'actualiser la vie agricole avec l'apport de prises conscience contemporaines majeures pour la santé physique et mentales des paysans, et la santé des consommateurs qui demandent des produits de qualité, tels que des produits bio.

Cette démarche, pour qu'elle soit viable, demande beaucoup de solidarité, d'humilité et d'entraide et aussi d'accompagnements ajustés au type de production, et à la gestion de « fermes paysannes ». Il est heureux de voir un éleveur, transmettant son exploration à une jeune, en train de le conseiller et de le guider avec confiance et bienveillance. Une attitude qui donne de ailes à ce jeune !!

Une question se pose. Faut-il conserver des exploitations conventionnelles très productives ? Pour aborder cette question, ne faudrait-il, au préalable, que ces exploitations se déterminent de manière judicieuse, avec des délais annoncés, vers l'absence d'utilisation de pesticides qui défigurent la planète et portent atteinte à une écologie intégrale prenant en compte l'environnement et la vie humaine ? la démarche ne peut être que progressive et respectueuse. Si cela se fait, l'agriculture conventionnelle pourra, pour certains paysans équipés d'une bonne formation et doués pour conduire un processus de production complexe, demeurer utile pour la société. Elle a assurément sa place.

Toutefois, pour regarder l'avenir, de manière avisée, ne faut-il pas se poser des questions essentielles. Ainsi les jeunes qui s'installent n'ont-ils pas à faire émerger à leur conscience - au-delà d'un désir légitime d'un minimum de confort grâce à des revenus - des aspirations à une vie équilibrée en rythme de travail qui ne mettent pas en péril une vie personnelle ou de couple ainsi que des aspirations à une vie équilibrée, à des temps de loisirs et de gratuité ? Ils ont à choisir leur style de vie en se fiant non seulement à des enseignements de technique de production apprises au cours de la formation initiale, mais aussi en écoutant des aspirations à une vie humaine qui risqueraient de s'enfouir en eux au risque de se réveiller trop tardivement.

Une mise en question ne tardera pas, elle, à apparaître au fil d'un échange : « *Si vous choisissez des alternatives à l'exploitation conventionnelle, qui va nourrir la planète ?* » Certes, les besoins alimentaires vont croissant avec l'augmentation de la population du globe, mais la santé des habitants demande aujourd'hui, en pays riches, une modération dans la consommation des aliments au profit d'une qualité d'alimentation ; et, dans les pays émergents ou pauvres, la santé demande une nourriture saine à laquelle les habitants ont droit. C'est possible de nourrir la planète si on refuse que des terres obéissent à l'exigence de la production d'énergie au travers des méthaniseurs géants ou encore à la production d'éthanol. Plus largement, on observe, hélas, que des pays s'accaparent des terres à Madagascar ou ailleurs pour y produire de l'huile de palme, réduisant ainsi les surfaces qui seraient utiles en vue d'une production vivrière.

L'humanité, dont un des premiers biens est la nourriture, est devant des choix importants pour maintenir la qualité des sols, un environnement de qualité et respectueux de la santé. Le partage de grandes surfaces d'exploitations en fermes paysannes devient nécessaire à l'heure où de nombreux agriculteurs partent à la retraite, sans exclure des unités de production importantes demeurant toutefois respectueuses pour la santé, comme je l'ai souligné. Ainsi les campagnes se repeupleront et le dictat de la rentabilité sans limite, ni exigences environnementales, pourrait faire place à un nouvel art de vivre et de produire.

Ce faisant, les campagnes seront au cœur d'un développement harmonieux de la société. Elles demandent d'être habitées d'un certain esprit, d'une « spiritualité » qui intègre qualité et beauté et en soit génératrice : ces deux paramètres font honneur à la dignité humaine et à notre terre limousine.

Gilles Gracineau